La contradiction entre les objectifs de l'Éducation nationale et la civilisation numérique

Pierre Frackowiak

Dans une interview accordée à l'AEF, Benoît Sillard, dirigeant de CCM Benchmark group, à propos de son livre « Maîtres ou esclaves du numérique ? 2049. Internet, notre second cerveau » (Editions Eyrolles) vient à son tour, après Rupert Murdoch à la réunion du e G8 à Paris, bousculer nos certitudes. Elles sont certes de plus en plus chancelantes mais elles résistent, se figent, comme tout être vivant qui, refusant de mourir, cesse d'évoluer et du coup meurt plus tôt que certains l'espéraient ou le craignaient.

A lire les uns et les autres, à écouter les prospectivistes¹, on pourrait se dire que la mort de l'école, telle qu'elle est, approche, et que, par inconscience ou par démagogie ou par courtermisme, les projets politiques en préparation pour 2012 sont infiniment plus pauvres que ce à quoi l'intelligence de leurs auteurs pourraient facilement conduire. Bruno Sillard estime qu'un changement du système éducatif en douceur est impossible, qu'il se fera en douleur. « Il ya un temps de retard qui va s'accroître de plus en plus jusqu'au moment de crise. De fait, nous constatons toujours un décalage entre la vraie vie et l'école. Il y a un vrai risque d'éclatement mais aussi le risque de voir émerger une initiative extérieure à l'Education Nationale » Il fait alors référence aux écoles Montessori et à des méthodes qui pourraient avoir un succès incontestable dans un cadre public ou privé, qui bouleverseraient les choses. On peut craindre, à mon avis, un autre phénomène, celui de la déscolarisation qui se développe fortement aux Etats Unis, le problème de l'ennui à l'école étant insuffisamment pris au sérieux.

« La révolution est profonde, ajoute-t-il, probablement aussi importante que l'invention de l'écriture, et certainement plus importante que l'imprimerie. Si nous continuons à faire comme avant, c'est le mur assuré. »

L'actualité nous montre de manière éclatante à quel point le conservatisme nous met dans des situations ridicules. Le passage des examens en cette fin d'année révèle une véritable explosion de la triche par l'utilisation de toutes les technologies que les jeunes maîtrisent parfaitement sans avoir subi de cours magistraux pour apprendre à les utiliser dans le respect d'une progression didactique imposée. La réaction immédiate est, comme dans d'autres situations de la vie de la cité, la répression, la sanction, la recherche vaine de

parades, les outils du futur progressant plus vite que la capacité de trouver des solutions à la correction de pratiques du passé. A ce sujet, Bruno Sillard propose pertinemment « d'autoriser de manière systématique les outils informatiques pour tous les examens et faire travailler les élèves ensemble. Il faudrait que les deux tiers ou les trois quarts des notes correspondent à un travail collaboratif. »

Il est évident que l'école est au pied du mur, pas encore dedans, mais le risque s'accroît de jour en jour.

Quels sont les obstacles à une réforme fondamentale de l'école ?

Bruno Sillard pense que « les freins ne sont que des freins humains. Ce n'est pas une question de moyens : cet argument est mis en avant lorsqu'on ne veut pas traiter les problèmes de fond. Il existe des problèmes organisationnels, administratifs, mais seule compte la question de savoir si nous prenons ou non la mesure die l'entrée dans une nouvelle ère, et si nous en tirons les conclusions ». Même s'il a été chargé de la sous-direction des technologies de l'information et de la communication du ministère de l'Education Nationale de 2003 à 2007, sous réserve de lire son livre, Bruno Sillard mesure mal les obstacles. S'il n'y avait que les freins humains apparents, ils seraient levés par l'accumulation ingérable de problèmes dus à la rupture entre l'école et la vie vraie :

- l'ennui des élèves qui ne comprennent pas le sens des savoirs scolaires, qui constatent que leurs savoirs non scolaires et leurs passions ne sont pas pris en compte par l'école,
- la bordélisation (pour reprendre le langage des salles de profs), croissante, liée à l'ennui dont on ne peut pas parler, la fatigue, le désenchantement et le malaise des enseignants qui souffrent, qui sentent confusément que cela ne tourne pas rond, mais qui, faute de perspective nouvelle enthousiasmante, se laissent tenter par le corporatisme,
- le désarroi des parents qui ne comprennent pas les postures de leurs enfants et qui sont tiraillés sans cesse entre la nostalgie du passé, même quand ils en ont été victimes, et l'évidence que le monde a changé,
- l'effroi des élus devant les dépenses croissantes de fonctionnement des établissements et les demandes constantes d'abondements sans que pour autant ils puissent devenir de vrais partenaires, associés au projet éducatif de l'établissement, etc.

C'est vrai que cela ne pourra plus durer très longtemps. Faute de réponse mobilisatrice, si l'on se satisfait comme toujours de réparer, de réparer les réparations, de repeindre, de dépoussiérer, d'ajuster, de compléter, de plâtrer les jambes de bois, d'inventer des dispositifs et de le supprimer, de multiplier les contrôles avec la maladie du pilotage par les résultats, l'école se détruira toute seule. Le système ultra libéral en place trouvera des solutions sur les ruines.

Si dans notre pays, on veut éviter ce drame, il faut oser s'attaquer aux causes profondes et décider de ne pas faire comme avant, de prendre la mesure du changement du monde et d'oser dire que le changement nécessaire ne pourra pas se faire sans rupture. C'est évidemment une position qui est aux antipodes de l'électoralisme en vigueur qui bloque les décideurs de tous bords. Si l'on veut garder ses mandats électifs et devenir des professionnels de la politique, incapables de reprendre son métier après un mandat, il ne faut pas déranger. On peut faire semblant dans les mots mais surtout pas dans les actes.

Parmi les ruptures les plus importantes et les plus urgentes, il y a celle à engager pour revoir de fond en comble la question des savoirs scolaires. Qu'est-ce qui reste des savoirs accumulés ? A quoi servent-ils dans la vie vraie ? Permettent-ils d'agir et de comprendre le monde? Quels sont leurs rapports lisibles avec les avoirs savants et les savoirs sociaux? Quelle cohérence avec les finalités et les valeurs qui sont toujours oubliées au profit des sacro saints programmes que l'on ne finit jamais ou que l'on ne finit que pour quelques uns, ceux qui n'en ont pas besoin. Où est le bon sens dans les progressions du simple fabriqué par les savants au complexe immédiatement accessible, dans les préalables et prérequis imposés ? Qui a décidé du choix des disciplines et de leur juxtaposition, quand et pourquoi ? Quand admettra-t-on que l'appel d'Edgar Morin, universellement loué (édité par l'UNESCO²) n'est pas qu'une bible rapidement rangée dans un tiroir? Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur, impossibles à ajouter aux saints programmes, impossibles à fusionner avec eux, sont définis : les cécités de la connaissance : l'erreur et l'illusion, les principes d'une connaissance pertinente, enseigner la condition humaine, enseigner l'identité terrienne, affronter les incertitudes, enseigner la compréhension, l'éthique du genre humain. Edgar Morin, applaudi par toute la communauté éducative, souligne : « Il y a une adéquation de plus en plus ample, profonde et gave, entre, d'une part, nos savoirs disjoints, morcelés, compartimentés et, d'autre part, des réalités ou problèmes de plus en plus polydisciplinaires, transversaux, multidimensionnels, transnationaux, globaux, planétaires. Dans cette inadéquation deviennent invisibles : le contexte, le global, le multidimensionnel, le complexe. »

Si seulement, rejoignant Benoît Sillard et les pédagogues, on s'interrogeait sur le rôle de l'école dans le développement de l'intelligence, finalité tellement implicite que personne n'en parle et qu'elle est invisible dans le moindre cours, le cours lui aussi sacro saint. « L'éducation doit favoriser l'aptitude naturelle de l'esprit à poser et à résoudre les problèmes essentiels et, corrélativement, stimuler le plein emploi de l'intelligence générale. Ce plein emploi nécessite le libre exercice de la curiosité, faculté la plus répandue et la plus vivante de l'enfance et de l'adolescence, que trop souvent l'instruction éteint et qu'il s'agit au contraire de stimuler ou, si elle dort, de réveiller. » (Edgar Morin). Reconnaissons que lorsque l'on pose innocemment la question de la place du développement de l'intelligence dans le cours de b-a ba ou de l'appareil digestif, les yeux ont plutôt tendance à s'écarquiller. D'ailleurs, cette place n'existe pas dans les programmes !

L'autre domaine qui appelle une rupture est celle de l'individuel et du collectif. Benoît Sillard a raison : « Le monde moderne met l'accent sur la synthèse, la créativité, le travail collaboratif, l'instantanéité ». Or on ne cesse de privilégier l'individu tout en parlant de l'importance du travail d'équipe, de la production collective, de la confiance en l'autre, du partage. On n'apprend nulle part à travailler ensemble. C'est particulièrement dramatique

chez les enseignants (et chez leurs inspecteurs). Comment peut-on former au travail collaboratif quand on est incapable de le mettre en œuvre soi-même ?

Les changements dans la douleur

Evidemment, de telles ruptures fondamentales, imposeraient des changements radicaux difficiles « à faire passer ». Ils ne pourront se faire que dans la douleur : redéfinir les missions des enseignants, abandonner ce principe « heure, salle, classe, discipline, prof », repenser l'architecture scolaire, prendre en compte les savoirs et compétences acquis hors de l'école, ouvrir l'école aux parents avec leurs savoirs, aux savants, aux artistes, aux poètes, concevoir de vrais projets éducatifs globaux qui ne soient pas des juxtapositions, être exigeant avec tous les acteurs éducatifs sur les finalités et souple sur les contenus (pour reprendre un slogan de Philippe Meirieu). Etc, etc.. Et par-dessus tout cela, un air qui se promène, chassé par ceux qui ne connaissent rien à l'école, celui de la pédagogie sasn laquelle rien n'est possible.

La société numérique dans laquelle nous entrons et dans laquelle nos enfants et petits enfants sont de plein pied sans avoir eu de cours ni d'évaluation obstinément négative dans notre pays, éberlués de voir que la vraie vie reste à la porte de l'école, nous contraindra au changement. Le plus tôt serait le mieux. Plus le temps passe, plus la douleur sera grande. Naturellement, cela se prépare – ce n'est pas le cas aujourd'hui -, cela nécessitera une mobilisation de la Nation – nous n'en sommes pas là hélas -, cela exigera une re-formation des enseignants et un accompagnement qui ne soit pas hiérarchique – nous sommes aux antipodes d'un tel objectif -, cela appellera a mobilisation de l'intelligence collective pour une grande ambition : un grand projet éducatif global inscrit dans un projet de société mobilisateur, à l'échéance de 2049 adoptée dans le titre du livre de Benoît Sillard.

Le pire des drames serait que des pans entiers de cette civilisation numérique soient métabolisés par le système éducatif pour lui permettre de faire comme avant, avec simplement quelques jolies volutes de modernité et une bonne conscience angélique.

Pierre Frackowiak

¹ Il faut absolument lire ce petit livre édité par « la fabrique des possibles », aux éditions FYP en 2008. « Technologies et prospective territoriale ». Philippe Durance, Daniel Kaplan, Alain Puissochet et Stéphane Vincent de la FING (Fondation Internet Nouvelle Génération) ont écrit un petit manuel de

⁷⁸ pages qui aide à comprendre le futur et les enjeux, avec scénarios tendanciels schématisés. On peut télécharger les fiches sur www.la27eregion.fr/prospectives

² Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur. Edgar Morin. Editions du Seuil. 2000.